

*Ruralia*

**Ruralia**

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

**20 | 2007**

**Varia**

---

## Le territoire perçu. La fragilité vécue en milieu rural : le cas de huit petites localités du Bas-Saint-Laurent, Canada

Majella Simard

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1692>

ISSN : 1777-5434

### Éditeur

Association des ruralistes français

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

ISSN : 1280-374X

### Référence électronique

Majella Simard, « Le territoire perçu. La fragilité vécue en milieu rural : le cas de huit petites localités du Bas-Saint-Laurent, Canada », *Ruralia* [En ligne], 20 | 2007, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1692>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# Le territoire perçu. La fragilité vécue en milieu rural : le cas de huit petites localités du Bas-Saint-Laurent, Canada

Majella Simard

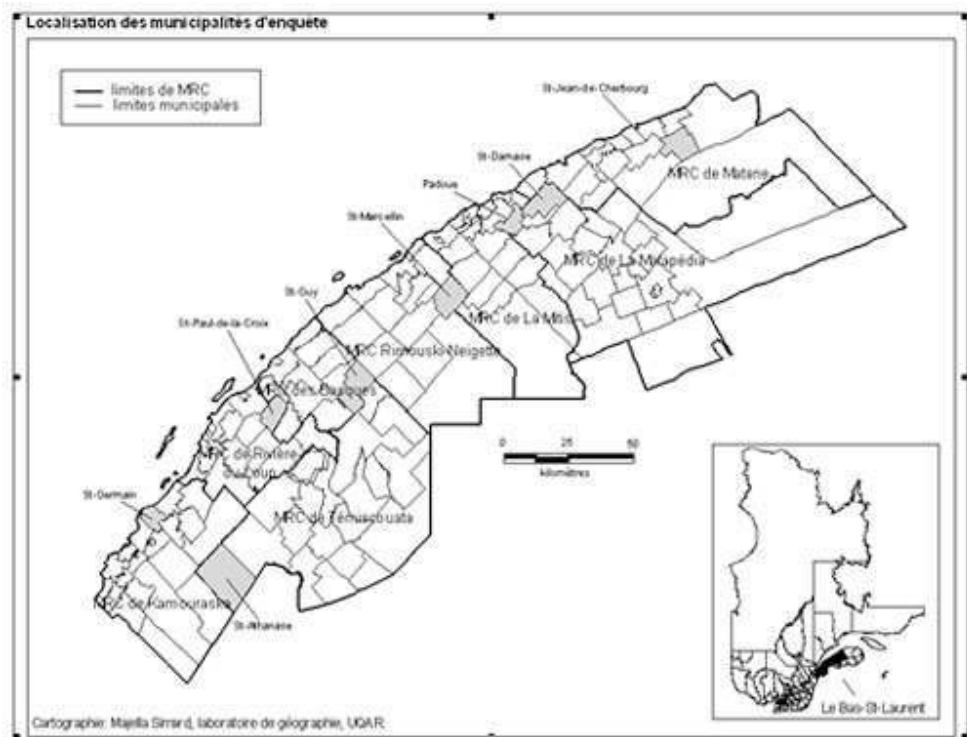
---

- 1 La fragilité constitue l'une des principales caractéristiques des petites localités rurales, c'est-à-dire de celles de 500 habitants et moins. Cette fragilité se manifeste tant aux plans économique, géographique, social que culturel. Elle se traduit notamment par de l'instabilité, voire de la décroissance démographique, la perte de certains services, l'exode des jeunes, l'épuisement de la ressource forestière, le manque d'emploi et la faiblesse des revenus locaux ; autant de phénomènes qui, à bien des endroits, annihilent les initiatives de développement local. Comment les résidents de ces milieux perçoivent-ils cette fragilité ? Telle est la question principale qui alimentera notre réflexion dans le cadre de cet article. Plus précisément, il s'agit de connaître auprès de ceux qui habitent dans une localité « fragile », la perception qu'ils en ont, les façons dont ils l'acceptent et les manières dont ils s'en accommodent. Cette *acceptation* dépend de nombreux facteurs, dont les principaux concernent les attitudes, le degré d'enracinement, le sentiment d'appartenance, les valeurs sociales et personnelles, la mobilité géographique et les relations interindividuelles. Huit petites localités rurales situées dans la région du Bas-Saint-Laurent nous servirons de laboratoire de recherche.

## Présentation des localités à l'étude

- 2 La diversité des caractéristiques géographiques et socio-économiques constitue le principal motif qui a présidé le choix de ces huit entités comme lieu d'analyse. Ces localités appartiennent à cette portion du territoire identifiée communément comme arrière-pays. Elles se localisent sur les terres ondulées de la plate-forme appalachienne où alternent, selon des plissements plus ou moins serrés, crêtes, lambeaux de plateaux et

dépressions. Elles sont enclavées dans une vaste forêt d'exploitation, composée essentiellement d'épinettes et de sapins. À l'exception de Saint-Germain, elles sont toutes situées à plus de quatorze kilomètres d'un centre de services. Cet éloignement par rapport aux villes en fait des cas types de situations qui se répètent à de nombreux exemplaires. L'éloignement de la rive sud de l'estuaire s'accompagne d'une augmentation de l'altitude et d'une diminution des capacités thermiques du climat. Par exemple, les six localités les plus éloignées du littoral (Saint-Damase, Saint-Guy, Saint-Jean-de-Cherbourg, Saint-Athanase, Padoue et Saint-Marcellin) disposent de moins de degrés-jours de croissance que Saint-Germain et Saint-Paul-de-La-Croix. Cela n'est pas sans influencer leurs possibilités agricoles respectives et, par conséquent, leur évolution socio-économique.



- 3 Distantes les unes par rapport aux autres en raison de leur appartenance à une municipalité régionale de comté (MRC) différente, elles abritent une population fortement dispersée et vieillissante. Dans tous les cas, leur trame de peuplement est marquée par une discontinuité géographique importante. Quatre d'entre elles, soit Saint-Guy, Saint-Damase, Saint-Marcellin et Saint-Jean-de-Cherbourg, ont été menacées de fermeture à la suite des travaux du Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ) menés au tournant des années 1960. Sauf dans le cas de Saint-Germain et de Saint-Damase<sup>1</sup>, la structure d'emplois repose essentiellement sur l'agriculture, la forêt et les transferts gouvernementaux. La mise en valeur de ces deux dernières ressources est apparue nécessaire afin d'assurer leur survie socio-économique. Pour ces motifs, mais aussi en raison de leur petite taille et de leur évolution démographique négative, elles peuvent facilement être considérées comme des espaces fragiles<sup>2</sup>. En outre, elles souffrent toutes, sans exception aucune, d'un problème d'exode en raison d'une économie impuissante à générer des emplois en nombre suffisant. À Saint-Athanase, l'économie repose exclusivement sur l'acériculture<sup>3</sup>. Quant aux activités non agricoles, elles semblent incapables de compenser les pertes de l'agriculture. À l'exception de Saint-Paul-

de-La-Croix, le chômage est devenu un mal chronique. En outre, la population de ces huit localités apparaît nettement sous-scolarisée. Cette sous-scolarisation affecte plus particulièrement les résidents de Saint-Guy, Saint-Marcellin, Saint-Jean-de-Cherbourg, Saint-Paul-de-La-Croix et Saint-Athanase. Certaines présentent des carences majeures au plan de l'aménagement.

- 4 Hormis le cas de Saint-Germain, l'agriculture exerce une fonction marginale en raison du faible potentiel biophysique. La faiblesse des niveaux de revenus constitue partout une constante. À cause de leur petite taille, ces localités souffrent toutes d'une insuffisance de services. Les quelques emplois reliés à cette branche de l'activité économique se cantonnent surtout dans le secteur public et le commerce. Aucun travailleur ne fait partie du tertiaire « moteur ». La municipalité de Saint-Paul-de-La-Croix est la seule à présenter quelques individus dans le secteur des communications, et celle de Saint-Germain dans celui des assurances. Les difficultés économiques de ces huit entités se traduisent aussi par un taux d'activité très bas. Les activités reliées à la transformation sont pratiquement inexistantes. Saint-Paul-de-La-Croix fait cependant figure d'exception.

## Caractéristiques générales des répondants

- 5 Nous avons effectué des enquêtes téléphoniques auprès de 120 personnes. Certes, il ne s'agit pas d'un échantillon représentatif d'un point de vue statistique, mais il reflète une grande partie de la diversité des situations locales. L'enquête a rejoint 17 % des foyers ce qui se rapproche sensiblement du seuil de 20 % que l'on retrouve dans les recensements officiels de Statistique Canada. Notre échantillon était constitué de 63 femmes et de 57 hommes <sup>4</sup>. Ces derniers se sont montrés beaucoup plus réceptifs et moins méfiants que les femmes. Ils ont également manifesté un intérêt plus marqué à l'égard de notre investigation en posant plusieurs questions sur la nature de notre recherche et sur les principaux objectifs de celle-ci. Certains se sont même dits intéressés à en connaître les résultats. Les problèmes de leur localité paraissaient les préoccuper davantage. Cela se reflète notamment dans leur implication dans la vie économique.
- 6 En ce qui concerne la scolarité, plus des trois quarts des répondants détiennent une formation de niveau secondaire. Les personnes les moins scolarisées habitent à Saint-Guy, à Saint-Jean-de-Cherbourg et à Saint-Marcellin. À l'inverse, c'est à Saint-Germain, à Saint-Damase, à Padoue, à Saint-Athanase et à Saint-Paul-de-La-Croix où l'on retrouve les répondants les plus scolarisés.
- 7 Quant aux occupations, près de la moitié des répondants occupent un emploi alors qu'un peu plus du quart de ceux-ci sont en retraite. Les autres se répartissent comme suit : personnes au foyer (18,3 %), exclus du marché du travail, c'est-à-dire chômeurs ou assistés sociaux (6,6 %) et étudiants (1,7 %). Les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes à être sur le marché du travail. Ces dernières demeurent majoritairement à la maison. On compte autant de femmes à la retraite (19) que d'actives (19). Trois autres sont prestataires de l'assurance-emploi.

## Analyse et présentation des résultats

- 8 Les résultats sont analysés globalement mais aussi séparément pour chacune des localités d'enquête. La faiblesse de notre échantillon nous incite à faire preuve de prudence dans le

croisement de certaines variables notamment celles concernant le degré de scolarité, l'âge, le sexe et la nature des occupations. Pour cette raison, nous nous en tiendrons principalement à des comparaisons sur la base des municipalités. Cette échelle d'analyse nous permettra d'établir des relations entre les différents indicateurs et la localisation géographique.

## Niveau de satisfaction et d'appartenance territoriale à l'égard de la localité

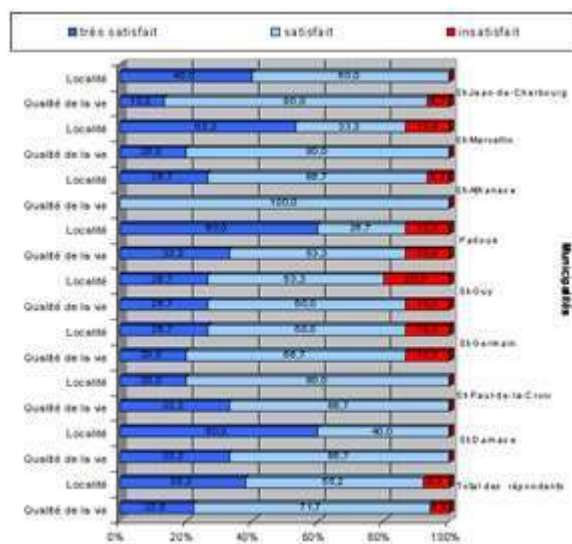
- 9 La nature et l'intensité des sentiments identitaires déterminent le degré d'attachement des individus à l'égard de leur communauté et de leur milieu de vie. Les résultats de nos enquêtes confirment une satisfaction générale des personnes interrogées à l'égard de leur qualité de vie. De plus, une relation causale semble se dégager entre ces deux variables (voir tableau 1). En effet, 91,7 % des répondants se disent satisfaits de leur milieu. Les taux de satisfaction les plus élevés se retrouvent à Saint-Damase, à Saint-Paul-de-La-Croix et à Saint-Jean-de-Cherbourg. Dans ces trois localités, c'est la totalité des répondants qui se montre satisfaite, voire très satisfaite. À Saint-Guy, trois personnes sont insatisfaites en raison des nombreux problèmes auxquels cette localité est confrontée. Elles signalent notamment le manque d'emploi, l'exode des jeunes et la faiblesse de l'infrastructure de services. Six autres répondants nous ont également fait part de leur insatisfaction vis-à-vis de leur localité de séjour. À Saint-Germain, c'est le projet d'implantation d'une porcherie industrielle qui dérange. Les motifs évoqués par les quatre autres individus sont le sous-emploi et l'exode des jeunes.

Tableau 1 : Niveau de satisfaction des répondants à l'égard de leur qualité de vie et de leur localité de séjour dans les municipalités d'enquête

Municipalités	localité			Qualité de vie		
	très satisfait %	Satisfait %	Insatisfait %	très satisfait %	Satisfait %	Insatisfait %
Saint-Jean-de-Cherbourg	40,0	60,0	0	13,3	50,0	6,7
Saint-Marcellin	53,3	33,3	13,4	20,0	80,0	0
Saint-Athanase	26,7	66,7	6,7	0	100	0
Padoue	60,0	26,7	13,3	33,3	53,3	13,4
Saint-Guy	26,7	53,3	20,0	26,7	60,0	13,3
Saint-Germain	26,7	60,0	13,3	20,0	66,7	13,3
Saint-Paul-de-La-Croix	20,0	80,0	0	33,3	66,7	0

Saint-Damase	60,0	40,0	0	33,3	66,7	0
Total des répondants	39,2	55,2	8,3	22,5	71,7	5,9

Graphique 1 : Niveau de satisfaction des répondants à l'égard de leur qualité de vie et de leur localité de séjour dans les municipalités d'enquête



- 10 Les personnes interrogées sont, dans une proportion de 94,2 %, satisfaites de leur qualité de vie. Cette dernière, qui se mesure toutefois avec beaucoup de subjectivité, constitue l'un des principaux facteurs d'attachement à l'égard de la localité de séjour. Seulement sept individus se sont plaints d'une mauvaise qualité de vie. Les raisons qu'ils évoquent ont trait au manque d'emploi, à l'insuffisance de services et à la migration des jeunes vers les grands centres. À Saint-Germain, le tiers des répondants soutient que leur qualité de vie s'est détériorée au cours des dix dernières années. Les conflits sociaux entourant le projet d'implantation d'une porcherie et les opinions divergentes des différents acteurs concernant le développement local constituent les principales causes de leur insatisfaction. Cette insatisfaction caractérise également 20 % des personnes interrogées à Saint-Jean-de-Cherbourg, à Saint-Athanase et à Saint-Marcellin. Ces dernières n'en précisent cependant pas les motifs. Dans l'ensemble, par ailleurs, la majorité des répondants (60 %) considère que sa qualité de vie s'est maintenue au cours des dix dernières années, tandis que 23,3 % déclarent qu'elle s'est améliorée. Saint-Damase se démarque considérablement des autres localités.
- 11 Si les espaces de vie sont de plus en plus variés et éclatés en raison de la forte mobilité géographique des personnes interrogées, cela ne semble pas remettre en cause l'attachement qu'elles éprouvent à l'égard de leur localité. Nous avons évalué cet attachement à partir d'une échelle d'attitude à quatre niveaux. Il en ressort que 105 des 120 répondants se disent attachés à leur localité. Cet attachement au milieu n'a rien d'étonnant en soi. Chaque localité s'appuie sur une histoire, une géographie et une culture qui ont façonné son identité. Cette identité territoriale est révélatrice de l'intensité des liens sociaux qui unissent les résidents des petites collectivités rurales. L'attachement au territoire est particulièrement élevé à Saint-Jean-de-Cherbourg, à Saint-Athanase et à Saint-Damase. Cet ancrage territorial prend toutefois des

significations différentes selon les endroits. À Saint-Damase, par exemple, le degré d'attachement très élevé des répondants agit comme stimulant en matière de développement social, économique, culturel et communautaire. Cela se reflète par la présence de nombreux organismes, associations et comités de toutes sortes. À Saint-Jean-de-Cherbourg et à Saint-Athanase, les problèmes sont tels que l'attachement au milieu et les initiatives de développement local apparaissent de bien faibles moyens pour inverser la dynamique de déclin. Face à un tel constat, comment expliquer le très fort sentiment d'appartenance que les répondants éprouvent à l'égard de leur localité ? Dans le cas de Saint-Jean-de-Cherbourg, cette forte appartenance territoriale remonterait à l'époque du BAEQ alors que de nombreux individus, sous la supervision du clergé, ont mené de chaudes luttes pour empêcher la fermeture de leur paroisse. Ces mêmes acteurs nous ont également précisé que les habitants de Saint-Jean-de-Cherbourg « se contentaient de peu » et, par conséquent, acceptaient leur situation avec une certaine résignation.

- 12 Une autre façon de mesurer l'appartenance au territoire consistait à demander aux répondants si la vie pour eux serait plus intéressante et plus agréable à l'extérieur de leur localité. À cette question, 105 personnes (soit 87,5 % de notre population) ont répondu par la négative, 6 par l'affirmative, 6 autres « peut-être » et 3 ne savaient pas. Ces éventuels migrants souhaiteraient s'établir à Québec (2), Rimouski (2), La Pocatière (1), Rivière-du-Loup (1), Matane (1), Saint-Hyacinthe (1), Drummondville (1) et à New-Richmond (1). Des perspectives d'emplois plus intéressantes (7), une gamme de services plus variés (3) et la proximité des hôpitaux (2) constituent les principaux motifs qui les inciteraient à migrer.
- 13 Comme on peut le constater, à part quelques exceptions, l'enracinement au milieu est très fort. Même les répondants de Saint-Guy et de Saint-Jean-de-Cherbourg, deux localités qui se caractérisent par une situation économique très précaire, manifestent un sentiment d'appartenance locale élevé. Cet enracinement a été démontré à plusieurs reprises par le passé. Il peut, en effet, servir de démarreur au développement économique et de catalyseur entre les différents intervenants locaux. Les problèmes d'emploi et de dépeuplement, l'insuffisance de services, les faibles niveaux de revenus et les perspectives d'avenir plutôt sombres n'arrivent pas à générer une volonté collective de départ. Il apparaît évident que les personnes que nous avons interrogées aiment leur milieu et que la vie, pour elles, n'est pas aussi pénible qu'on pourrait le croire. Dans la très grande majorité des cas, ces personnes veulent demeurer chez elles. Encore faut-il qu'elles y trouvent un minimum de services, et du travail.

## Perception générale de la localité

- 14 Chaque individu perçoit son environnement à travers ses valeurs personnelles, ses aspirations et ses connaissances. Par un ensemble de seize questions, nous avons voulu connaître la perception générale des répondants à l'égard de leur milieu de vie. Dans un premier temps, nous leur avons demandé d'identifier le qualificatif qui, selon eux, s'appliquait le mieux à leur localité. Les différences d'appréciation varient relativement peu selon les endroits. Comme l'indique le tableau 2, c'est le qualificatif « tranquille » qui a été le plus fréquemment choisi. Les expressions « morte » et « mal fréquentée » n'ont été sélectionnées chacune qu'à trois reprises, principalement par des jeunes. Les adjectifs « plaisante », « belle » et « accueillante » ne distinguent aucune localité en particulier. Enfin, trois jeunes de Saint-Athanase, déplorant notamment le manque d'activités récréatives, attribuent à leur localité l'épithète « perdue ». Ce même adjectif a été utilisé

par une seule personne pour désigner les municipalités de Saint-Guy, de Saint-Marcellin et de Padoue.

Tableau 2 : Qualificatifs qui, selon les répondants, caractérisent le mieux la localité d'enquête

qualificatifs	%
morte	2,5
tranquille	30,0
perdue	5,0
accueillante	20,8
plaisante	21,7
belle	17,5
mal fréquentée	2,5

- 15 Cette satisfaction généralisée se manifeste également dans la perception que les individus ont de leur localité en ce qui concerne son niveau d'attractivité. De manière générale, la plupart des répondants (63,3 %) considèrent leur milieu de vie comme étant attractif. Toutefois, à ce titre, certaines localités se distinguent plus que d'autres. C'est le cas notamment de Saint-Damase où la quasi-totalité des répondants (93,3 %) estime que son milieu est attractif. Dans le même ordre d'idées, les localités de Saint-Paul-de-La-Croix, de Saint-Germain et de Saint-Guy ont été cataloguées par plus des deux tiers des répondants comme « attractives » en raison de leurs « attraits naturels ». En fait, la dimension paysagère est omniprésente dans ces trois municipalités, compensant, pour plus du tiers des répondants, les problèmes d'emplois et de dépopulation. La beauté des paysages et la vue imprenable sur le fleuve sont particulièrement appréciées par les répondants de Saint-Paul-de-La-Croix et de Saint-Germain. À Saint-Guy, c'est la disponibilité de la ressource forestière qui en fait une localité attractive. Il n'en demeure pas moins que ces trois municipalités comportent une proportion relativement élevée de répondants qui mettent en doute l'attractivité de leur milieu. Cette opinion caractérise le tiers des personnes interrogées à Saint-Germain et à Saint-Guy et plus du quart de celles de Saint-Paul-de-La-Croix. Du même souffle, ce sont les municipalités de Saint-Athanase (46,7 %), de Saint-Marcellin (53,3 %) et de Saint-Jean-de-Cherbourg (53,3 %) qui apparaissent les moins attractives.
- 16 En ce qui concerne la situation socio-économique, 49,2 % des répondants la perçoivent comme étant fragile. Une telle appréciation est déjà en soi révélatrice du profond malaise auquel ces municipalités sont soumises. À Saint-Marcellin, à Saint-Paul-de-La-Croix et à Padoue, plus des deux tiers des répondants ont utilisé le qualificatif « fragile » pour caractériser l'économie de leur localité. Dans le cas de Saint-Athanase, les opinions sont très partagées. Certaines personnes (40 %) estiment qu'elle est solide du point de vue socio-économique, un autre groupe (20 %) déclare qu'elle est fragile, 20 % très fragile et



20 % pauvre. Cette appréciation est le reflet des profondes disparités territoriales que l'on observe au sein de cette localité. Elle est également attribuable à la persistance de conflits sociaux. Il faut dire que Saint-Athanase a eu son lot d'épreuves depuis quelques années, notamment aux plans de l'emploi et des services. Mentionnons, entre autres choses, l'incendie de l'église en 1965, l'arrêt des activités de la manufacture de gants en 1978, la restructuration du service postal en 1986 ainsi que la menace de fermeture de l'école du village en 1997. La réorganisation des activités de la CIP à La Tuque a été un autre coup dur pour les habitants de cette petite localité. En fait, ce sont plus de 200 personnes qui, depuis la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, ont perdu leur emploi à Saint-Athanase ; emplois qui, pour la plupart, n'ont jamais été remplacés. Seulement sept répondants ont utilisé l'adjectif « marginale » pour caractériser leur localité. Par ailleurs, seize personnes qualifient leur localité de « pauvre ». Enfin, 25,8 % des personnes interrogées, considèrent l'économie de leur localité comme étant « solide ». À Saint-Damase, c'est 73,3 % des répondants qui ont choisi ce qualificatif. Plus du quart de ceux-ci croient tout de même que l'économie locale est fragile.

- 17 Pour diverses raisons (économiques, affectives, écologiques, etc.), des individus choisissent de vivre dans un milieu fragile dont les perspectives d'avenir sont parfois préoccupantes. Par leur présence, ils contribuent à assurer un certain niveau de dynamisme de l'habitat en favorisant la construction de nouvelles maisons, en rénovant les plus anciennes et en améliorant l'aménagement paysager. Les malaises qui affectent sérieusement les huit localités d'enquête ne remettent pas en cause le dynamisme de l'habitat. Il y a eu expansion de la trame de peuplement dans sept de ces huit localités entre 1981 et 2001.
- 18 Même si les répondants sont attachés à leur milieu, ils ne sont pas pour autant insensibles aux conditions de vie concrètes qu'il offre. Il est indubitable que la petite taille démographique de ces huit localités, leur faible densité de population et les distances qui les séparent les unes des autres empêchent l'implantation de services de même type que ceux que l'on retrouve dans les municipalités plus grandes. De plus, en raison de leur éparpillement sur le territoire, les individus ne bénéficient pas tous des mêmes avantages quant à l'accessibilité aux services. Dans certaines de ces localités, la prestation de services de base (comme l'enseignement primaire ou le *dépanneur*<sup>5)</sup> n'est même plus assurée alors qu'ailleurs ils subsistent sous la menace permanente de leur suppression. Malgré tout, il se dégage de notre enquête une satisfaction générale des répondants à l'égard de la composition de l'infrastructure de services. Ainsi, les deux tiers des personnes interrogées se montrent satisfaites des services offerts dans leur localité. Les niveaux de satisfaction les plus élevés se retrouvent respectivement à Saint-Damase, à Saint-Athanase, à Saint-Paul-de-La-Croix et à Padoue. Cette satisfaction est difficilement explicable. D'emblée, nous serions porté à croire que la proximité d'un centre de services constitue l'un des principaux motifs à ces taux de satisfaction élevés. Or, les répondants les plus satisfaits ne résident pas nécessairement dans les localités situées les plus proches d'une ville. De plus, certaines, comme Saint-Athanase et Padoue, se caractérisent même par des carences majeures. Par ailleurs, comme elle existe partout, la mobilité géographique des individus ne justifie pas non plus les différenciations locales dans les degrés d'appréciation. On se perd donc ici en conjectures. Il aurait fallu, nous semble-t-il, prendre en considération le degré d'accessibilité aux services de l'extérieur.
- 19 En dépit d'un niveau de satisfaction relativement élevé, il n'en demeure pas moins que plusieurs répondants nous ont signalé les nombreuses carences de leur infrastructure de

services. À Saint-Jean-de-Cherbourg, par exemple, plus de la moitié des répondants estiment que leur localité est privée de certains services essentiels. Les avis sont partagés en ce qui concerne la nature des services à assurer. Globalement, une proportion égale de répondants (26,7 %) déplore le manque de services de loisirs et de santé. Viennent ensuite, les services publics (20,8 %), privés (18,3 %) et religieux (6,7 %). Ce sont les répondants de Saint-Jean-de-Cherbourg qui se plaignent le plus de la déficience des services de santé et de l'éloignement de l'hôpital. Ils apprécieraient, dans une proportion de 53,3 %, la présence d'un point de service du Centre local de services communautaires (CLSC) de Matane ou encore d'un cabinet de médecin. L'absence de services médicaux préoccupe également 40 % des personnes interrogées à Saint-Paul-de-La-Croix et à Saint-Damase.

- 20 Dans cette dernière localité, 40 % des répondants déplorent le manque d'activités de loisirs. Les soirées sociales, fêtes populaires, repas communautaires, bingos et carnivals sont des événements pourtant bien présents dans cette municipalité. Cependant, de telles activités ne semblent pas répondre aux besoins des plus jeunes. Ces derniers regrettent l'absence de cinémas, de restaurants et de bars. À Saint-Marcellin, les services publics font défaut pour les deux tiers des répondants. L'absence de service ne semble pas trop affecter les répondants de Saint-Guy qui trouvent ce dont ils ont besoin à Saint-Médard, à Squatec, au Lac-des-Aigles et à Trois-Pistoles. Cependant, cinq personnes ont déclaré qu'elles apprécieraient la présence d'un *dépanneur* alors que deux autres, des personnes âgées, préféreraient qu'il y ait un plus grand nombre d'offices religieux.
- 21 Dans l'ensemble (63,3 %), les répondants ne se trouvent pas trop éloignés des services. Certains (14 %) affirment même ne souffrir aucunement d'éloignement par rapport à ceux-ci. Même ceux qui se considèrent isolés ne perçoivent pas cet isolement de façon trop négative. Les possibilités de déplacements rapides et fréquents rapprochent l'utilisateur du service requis et atténuent fortement l'obstacle des distances. En outre, de tels déplacements représentent, pour la plupart de nos répondants, une occasion de sortir de leur localité. Ces sorties sont davantage perçues comme une source de détente et de divertissement. Cette constatation vaut aussi pour l'ensemble des répondants. En effet, les deux tiers de ceux-ci affirment que de tels déplacements ne représentent pour eux aucun problème.
- 22 Si l'éloignement des services ne dérange pas la majorité des personnes interrogées, ces dernières sont cependant nombreuses à s'inquiéter de leur avenir. En effet, près de la moitié des répondants croient que certains services de base sont menacés de fermeture à plus ou moins court terme. Cette inquiétude atteint son comble à Saint-Athanase où 80 % des personnes consultées se disent préoccupées par la perte de leur école. Certains y voient une diminution de leur potentiel de développement, d'autres une forme d'exclusion sociale, d'autres encore, une perte d'identité collective. Ce sentiment d'inquiétude anime également les deux tiers des répondants de Saint-Germain et de Padoue qui craignent eux aussi la perte de certains services. Comme il n'y a pas d'école à Saint-Germain, c'est la fermeture de la caisse populaire qui préoccupe 53,3 % des personnes interrogées. Deux répondants de cette localité ont le sentiment de perdre le contrôle sur l'un de leurs principaux leviers de développement économique. Les répondants de Saint-Guy se sont montrés très opposés à la fusion de leur caisse. Bien qu'ils ne possèdent plus d'institution financière depuis septembre 1982, ils s'opposent à tout projet de fusion. À Padoue, 40 % des répondants craignent pour la perte de leur école et de leur caisse populaire. Les personnes interrogées à Saint-Jean-de-Cherbourg sont

préoccupées par la survie de l'école et du bureau de poste. En dépit de la fragilité de l'infrastructure de services, il n'en demeure pas moins que 45,8 % des répondants ne manifestent aucune crainte en ce qui a trait à la diminution éventuelle de services dans leur localité. À Saint-Guy et à Saint-Marcellin, deux localités où l'infrastructure de services se réduit à sa plus simple expression, 80 % des répondants affirment qu'aucun service n'est menacé puisqu'il n'en reste plus...

- 23 Le sous-emploi, problème particulièrement alarmant à Saint-Jean-de-Cherbourg, est évoqué par 80 % des répondants de cette localité. Il est suivi par la faiblesse des revenus (13,3 %) et l'exode des jeunes (6,7 %). À Saint-Paul-de-La-Croix, où la problématique de l'emploi est moins criante, 80 % des personnes interrogées se disent tout de même préoccupées par cette question. L'exode des jeunes et l'insuffisance de services occupent les deuxième et troisième rangs. Force est d'admettre que la plupart des emplois que l'on y retrouve sont saisonniers, ce qui entraîne une forte fluctuation du taux d'activité. La sévérité des règlements de zonage constitue, pour le tiers des répondants, le principal problème de cette localité. En fait, nos enquêtes révèlent, à cet endroit, une pénurie de logements sociaux.
- 24 Les faibles niveaux de revenus préoccupent, dans une proportion de 40 %, les personnes interrogées à Saint-Marcellin. Le manque d'emploi inquiète aussi 40 % des répondants de cette localité. Le bas niveau de revenu a aussi été mentionné par le tiers des personnes interrogées à Saint-Damase, ce qui laisse deviner un certain malaise en dépit de sa relative prospérité. Un autre tiers est davantage préoccupé par l'exode des jeunes. Enfin, les répondants de Saint-Athanase considèrent, dans une proportion de 60 %, le sous-emploi comme étant le principal problème de leur milieu. Trois de ces répondants, des acériculteurs, déplorent notamment le fait que des érables fassent l'objet de coupes forestières. L'un d'entre eux a rétorqué que « ces atrocités se font au détriment des acériculteurs auxquels on refuse des permis d'exploitation ».
- 25 Si l'« exode rural » apparaît, aux yeux de la plupart des répondants, particulièrement inquiétant, il n'empêche pas pour autant l'arrivée de nouveaux ménages. D'après les réponses que nous avons obtenues, l'arrivée de nouveaux résidents serait une caractéristique commune à toutes les localités. Bien que la venue de nouveaux habitants constitue partout un fait bien réel, ces arrivées ne parviennent pas à endiguer la décroissance démographique. L'exode des jeunes inquiète particulièrement les répondants de Saint-Athanase (40 %) mais aussi ceux de Padoue (33,3 %) et de Saint-Damase (33,3 %). En fait, ce phénomène, avec le manque d'emploi, a été mentionné partout comme étant le principal problème.
- 26 Bien que les problèmes socio-économiques vécus dans ces huit localités soient très sérieux, ils sont en partie atténués par la « tranquillité », « l'air pur » et la « qualité de l'environnement ». C'est du moins l'opinion que partagent le tiers des répondants et, plus particulièrement, ceux de Saint-Damase (93,3 %) et de Saint-Paul-de-La-Croix (67 %). Dans cette dernière localité, la qualité de l'air, la beauté des paysages et le contact avec la nature constituent, pour une très forte proportion (93,3 %) des personnes interrogées, les principaux atouts de leur milieu. À l'inverse, plus de la moitié des répondants de Saint-Marcellin et de Saint-Guy estiment que les aménités naturelles ne parviennent que très partiellement (et même pas du tout) à atténuer les problèmes de leur localité.
- 27 La présence d'aménités « naturelles » est probablement la principale raison pour laquelle la plupart des personnes interrogées (93,3 %) considèrent que la vie à la campagne est plus agréable que la vie en ville et que les relations entre les gens y sont (dans une

proportion de 91 %) plus « humaines ». Ces deux idées viennent conforter celle de bonheur généralement associée à la campagne <sup>6</sup>.

- 28 Cette partie de notre analyse nous a permis de constater que les répondants perçoivent d'abord leur espace en tant que « construit social ». Cette représentation est fonction de divers facteurs qui vont d'une relation identique qu'ils ont développée vis-à-vis de leur milieu, à un même bagage de connaissances en passant par des expériences communes et un réseau relativement étroit d'interconnaissance. Dans ce contexte, l'image que les résidents se font de leur milieu relève non seulement de critères personnels mais aussi de différents éléments susceptibles de favoriser davantage leur épanouissement personnel.

## Perception du dynamisme et du développement local

- 29 Pour diverses raisons liées notamment à la structure de peuplement, à la composition des services, au dynamisme de l'économie et à la qualité des relations interpersonnelles, les conditions varient considérablement d'un milieu à l'autre. Elles sont aussi perçues de manière différente selon les individus. Globalement, une forte majorité de répondants considèrent leur localité comme plutôt dynamique au niveau social et communautaire, alors qu'ils estiment qu'elle l'est beaucoup moins sur les plans culturel et économique (voir tableau 3). De telles perceptions n'ont rien d'étonnant en soi. En fait, elles sont même représentatives de la réalité des milieux ruraux fragiles.

Tableau 3 : Appréciation du niveau de dynamisme local à l'égard de la vie sociale, économique, communautaire et culturelle dans les localités d'enquête

	très dynamique		dynamique		peu dynamique		pas dynamique du tout	
	n	%	n	%	n	%	n	%
vie sociale	8	6,7	71	59,2	38	31,7	3	2,4
vie économique	5	4,2	52	43,3	54	45,0	9	7,5
vie communautaire	9	7,5	74	61,7	31	25,8	6	5,0
vie culturelle	6	5,0	35	29,2	61	50,8	18	15,0

## La vie sociale

- 30 Bien que la vie sociale ait toujours occupé une place importante dans les communautés rurales, l'intensification des communications, la transformation du système éducatif et l'amélioration des conditions de vie ont contribué à son essor particulièrement au cours des cinq dernières décennies. En outre, dans bien des cas, ces mutations ont entraîné une certaine forme de valorisation de la vie dans les espaces ruraux. Cependant, ce ne sont pas toutes les localités qui ont profité de ces changements. Certaines, pour des raisons d'ordre structurel, culturel et même humain, offrent une gamme variée d'activités

sociales, alors que d'autres sont beaucoup moins dynamiques. Les différents niveaux de revenus, la nature des équipements disponibles et les relations de proxémie tributaires de la localisation géographique ont également des conséquences considérables sur l'organisation des loisirs.

- 31 À la lecture du tableau 4, nous observons que ce sont les localités de Saint-Guy et de Saint-Jean-de-Cherbourg qui, selon les répondants, sont les moins dynamiques sur le plan social. Ces localités souffrent d'un processus de démembrement qui paralyse toute volonté d'organisation et de créativité. À Saint-Jean-de-Cherbourg, 60 % de ceux-ci considèrent leur localité comme étant peu dynamique alors que cette proportion monte à 80 % dans le cas de Saint-Guy. Ces deux municipalités semblent se caractériser par un esprit défaitiste. La population accepte, tant bien que mal, la précarité de sa situation en la considérant en quelque sorte comme irréversible. La vie sociale se limite à l'organisation, sur une base occasionnelle, de dîners paroissiaux généralement au profit de la fabrique. À Saint-Germain, à Saint-Guy et à Saint-Jean-de-Cherbourg, il n'y a pas de carnaval d'hiver. Les fêtes de la saint Jean-Baptiste viennent compléter la grille des activités sociales à Saint-Guy et à Saint-Marcellin. Les nombreux conflits et les relations interpersonnelles tendues qui persistent à Saint-Jean-de-Cherbourg ont entraîné la suspension de plusieurs activités (fêtes de la saint Jean-Baptiste, carnaval et festival). Ces dernières, qui prennent essentiellement la forme de *bingos* et de repas communautaires, ne répondent guère aux attentes des plus jeunes. Des soirées de danse se tiennent occasionnellement à Saint-Guy et à Saint-Germain. Mais encore là, ces activités rejoignent davantage une clientèle plus âgée. Cette carence d'activités sociales pour les plus jeunes contribue sans aucun doute à rendre la ville encore plus attirante à leurs yeux.
- 32 Le dynamisme social est perçu de manière moins négative à Saint-Marcellin et à Saint-Germain. À Saint-Germain, 40 % des répondants déplorent une carence d'activités sociales comparativement à 53,3 % à Saint-Marcellin. Compte tenu des conditions spatiales et démographiques <sup>7</sup> qui prévalent au sein de ces deux localités, cette carence semble difficile à combler. Le manque de cohésion sociale et de jeunes handicape sérieusement la structuration d'une vie socio-communautaire dynamique. À Saint-Marcellin, la vie sociale gravite principalement autour de la fréquentation entre amis, d'échanges, de visites entre voisins et de rencontres parentales. Cependant, quelques répondants, particulièrement des jeunes, nous ont dit se rendre régulièrement à Rimouski et à Rivière-du-Loup pour profiter des cinémas, discothèques et restaurants. À Saint-Germain, les activités sociales se limitent principalement à des dîners de l'amitié. La fête nationale n'est pas célébrée tous les ans. De plus, il n'y a ni carnaval, ni festival, ni *bingo*.

Tableau 4 : Perception des répondants à l'égard de la vie sociale dans les localités d'enquête

Localités	très dynamique %	dynamique %	peu dynamique %	pas dynamique du tout %
Saint-Guy	6,7	13,3	73,3	6,7
Saint-Jean-de-Cherbourg	0	40,0	60,0	0

Saint-Marcellin	0	46,7	46,7	6,6
Saint-Germain	0	60,0	40,0	0
Padoue	20,0	60,0	20,0	0
Saint-Athanase	6,7	80,0	6,7	6,6
Saint-Paul-de-La-Croix	6,7	86,7	6,6	0
Saint-Damase	13,3	86,7	0	0

- 33 En revanche, les répondants de Saint-Damase, Saint-Paul-de-La-Croix, Saint-Athanase et Padoue manifestent une forte satisfaction à l'égard du dynamisme de la vie sociale. À ces endroits, en effet, les taux d'appréciation sont tous supérieurs à 80 %. Ce dynamisme se reflète notamment par la diversité des activités qui y sont organisées. La perception fortement positive qu'ont les répondants de Saint-Athanase peut, à première vue, surprendre. Un tel niveau d'appréciation ne se fonde pas uniquement sur la nature, la quantité et la qualité des activités que les résidents de Saint-Athanase peuvent trouver chez eux. En effet, plusieurs personnes nous ont affirmé se rendre régulièrement à Rivière-du-Loup pour profiter de la vie sociale que l'on y retrouve. La dispersion de la population et l'éloignement de Saint-Athanase par rapport aux villes principales ne semblent donc pas constituer des facteurs limitatifs à la pratique de loisirs et d'activités à caractère social<sup>8</sup>. En outre, cette localité tient, sur une base annuelle, un événement qui possède une très grande popularité non seulement auprès de la population locale mais aussi des résidents des municipalités avoisinantes : il s'agit du dîner des acériculteurs qui se tient en mai.
- 34 À Saint-Paul-de-La-Croix, la journée des bénévoles et le festival du « Sauceux » atteignent des taux de participation très élevés. Ces deux activités semblent particulièrement appréciées auprès des personnes interrogées. Qui plus est, on retrouve dans ces trois localités plusieurs autres événements « typiques » du monde rural québécois tels que les bingos, les carnivals, les soirées de danse et les dîners paroissiaux. En ce qui concerne plus spécifiquement la petite communauté de Padoue, cette dernière dispose d'une gamme relativement variée d'activités à caractère social dont la plus importante est sans aucun doute le carnaval d'hiver. Ce dernier procure des recettes moyennes de l'ordre de 15 000 \$ annuellement. En été, un festival (le festival de la Brou), les fêtes de la saint Jean-Baptiste et de la confédération sont organisés en concomitance avec divers autres événements tels que des soirées de danse, des bingos et des dîners paroissiaux. À l'automne, la fête de l'action de grâce permet à la fabrique de renflouer ses coffres grâce à la vente de produits artisanaux. Enfin, à Saint-Damase, la totalité des répondants considèrent leur localité comme étant dynamique au plan social. Il faut dire que cette dernière possède un large éventail d'activités (pièces de théâtre, journée municipale, fêtes de la saint Jean-Baptiste, carnaval, bingos, dîners paroissiaux, soirées de danse, etc.) dont plusieurs sont organisées en collaboration avec le conseil municipal.

## La vie communautaire

- 35 Les niveaux de satisfaction concernant la vie communautaire sont, de manière générale, sensiblement les mêmes que ceux que nous avons obtenus à l'égard de la vie sociale, deux aspects de la vie étroitement liés en milieu rural fragile. L'esprit communautaire semble particulièrement intense à Saint-Damase et à Saint-Paul-de-La-Croix où la totalité des répondants considère sa localité dynamique dans ce domaine (voir tableau 5). La vie communautaire est également perçue de façon très positive à Saint-Athanase et à Padoue. À Saint-Athanase, 86,7 % des répondants considèrent leur localité comme étant dynamique, voire très dynamique comparativement à 66,7 % dans le cas de Padoue. Ce dynamisme a été révélé à maintes occasions à Saint-Athanase que ce soit pour la reconstruction de l'église, la protection de la ressource acéricole, la sauvegarde de l'école ou encore pour l'organisation des fêtes du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'érection canonique de la paroisse. Cette solidarité s'est aussi manifestée par la réalisation d'une volumineuse monographie et d'un album-souvenir, la confection d'une carte forestière, *etc.* Elle se reflète également dans la présence de nombreux organismes à but non lucratif (comité de développement, filles d'Isabelle, comité de bénévoles pour les réceptions de funérailles, comité d'alphabétisation, *etc.*). Toutefois, des tensions entre personnes ont eu pour conséquence de créer un climat psychologique peu propice à l'émergence de nouvelles activités. Nous faisons référence ici au service de « popote roulante » qui a été mis en place à la fin des années 1990. Ce dernier a provoqué de nombreuses querelles entre les différents bénévoles. Ces querelles ont également occasionné l'effondrement de certaines associations telles que la coopérative d'acériculteurs et le comité d'embellissement. Elles sont aussi à l'origine de la suspension du festival d'été.

Tableau 5 : Perception des répondants à l'égard de la vie communautaire dans les localités d'enquête

Localités	très dynamique %	dynamique %	peu dynamique %	pas dynamique du tout %
Saint-Guy	13,3	20,0	80,0	6,7
Saint-Jean-de-Cherbourg	0	46,7	46,7	6,6
Saint-Germain	0	60,0	40,0	0
Saint-Marcellin	0	60,0	33,3	6,7
Padoue	6,7	60,0	20,0	13,3
Saint-Athanase	6,7	80,0	6,7	6,6
Saint-Paul-de-La-Croix	6,7	93,3	0	0



Saint-Damase	26,7	73,3	0	0
--------------	------	------	---	---

- 36 À Saint-Damase, le dynamisme de la vie communautaire se traduit principalement par la présence de nombreux organismes locaux, une forte solidarité interindividuelle ainsi que par l'organisation de plusieurs activités à caractère social. Cette solidarité déborde même les frontières de la municipalité. Elle s'est notamment manifestée par l'implication de plusieurs résidents dans la survie du Foyer de Sainte-Marie-de-Sayabec. Par ailleurs, trois répondants se sont dits affectés par la destitution du Club lion en 1996. D'après leurs commentaires, les membres de ce club étaient particulièrement impliqués dans la vie communautaire de cette localité.
- 37 Le dynamisme de la vie communautaire est particulièrement apprécié à Saint-Paul-de-La-Croix. Il est principalement attribuable à la présence de nombreux organismes et associations ainsi qu'à l'implication de plusieurs bénévoles. Il se reflète également par un attachement inconditionnel des résidents à l'école du village. Cet attachement se traduit, entre autres, par la collaboration et la participation des parents à différentes activités académiques et parascolaires. Il se matérialise aussi par l'implication financière de la municipalité pour l'entretien du stationnement et du terrain. Cette dernière défraie également une partie des coûts de chauffage. La journée des bénévoles et divers organismes locaux tels que le comité d'alphabétisation et le groupe « Va-de-bon-cœur » (dont les activités sont axées sur la prévention des maladies susceptibles d'affecter les personnes âgées) contribuent, pour une large part, à l'animation de la vie communautaire. À Padoue, l'organisme Relance Padoue explique en grande partie la satisfaction des répondants à l'égard de la vie communautaire. Créé en 1995 en collaboration avec la Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent, cet organisme a pour objectif de favoriser la concertation entre les différents intervenants locaux et de permettre une plus grande accessibilité aux services. Parmi ses principales réalisations, mentionnons l'organisation d'activités à caractère sportif, ainsi que des cours d'artisanat et d'arts plastiques.
- 38 Entre les localités qui sont perçues positivement et celles qui le sont moins, se trouve une catégorie intermédiaire formée des municipalités de Saint-Marcellin et Saint-Germain. Dans ces deux localités, 60 % des répondants se montrent satisfaits de la vie communautaire. Bien que les activités à caractère religieux soient moins nombreuses à Saint-Marcellin, elles semblent y être vécues plus intensément. Cela se reflète notamment par une plus grande assistance aux offices mais aussi par le nombre considérable d'associations (fabrique, chorale, comité de liturgie, comité de pastorale) que l'on y retrouve, compte tenu de la petite taille démographique de cette localité. À l'opposé, ce sont les localités de Saint-Jean-de-Cherbourg et de Saint-Guy qui sont perçues comme étant les moins dynamiques au niveau communautaire. Les conflits qui persistent entre les différents intervenants locaux, le « syndrome du TLM » (toujours les mêmes) et le manque d'activité expliquent en grande partie ce faible niveau de dynamisme.

## La vie culturelle

- 39 Si les répondants manifestent, pour la plupart, une certaine satisfaction à l'égard de la vie socio-communautaire de leur localité, leurs opinions divergent pour ce qui a trait à la vie économique et culturelle. Certes, la pénétration de la télévision et d'internet, la formation



de comités et d'associations de loisirs et la diffusion de certaines formes d'activités culturelles ont contribué à introduire dans les campagnes les modes de vie urbains. Cependant, en raison de la faiblesse des effectifs démographiques à desservir, de leur dispersion dans l'espace et du coût élevé des infrastructures, le milieu rural et, plus particulièrement, les petites localités, sont généralement défavorisées sur le plan culturel par rapport aux grandes agglomérations. Saint-Germain est peut-être l'exception qui confirme la règle. En dépit de sa petite taille démographique et de la faible densité de sa population, cette localité apparaît très dynamique en ce domaine. Cela se reflète par la présence de nombreuses activités à caractère culturel ainsi que par la perception que les répondants manifestent à l'égard de cette dimension de la vie locale. Ainsi, 40 % des personnes interrogées la considèrent dynamique alors qu'un autre tiers la considère comme très dynamique (voir tableau 6). Cette appréciation s'explique sûrement par l'organisation du symposium de peinture et la présentation (de 1994 à 1998) de cinq pièces de théâtre. Dans une moindre mesure, un certain dynamisme culturel se manifeste également à Saint-Damase et à Saint-Paul-de-La-Croix. Quant à Saint-Paul-de-La-Croix, le téléroman *Bouscotte* de Victor-Lévy Beaulieu et la proximité de Trois-Pistoles, une petite ville reconnue pour son dynamisme culturel, y sont sûrement pour quelque chose.

Tableau 6 : Perception des répondants à l'égard de la vie culturelle dans les localités d'enquête

Localités	très dynamique %	dynamique %	peu dynamique %	pas dynamique du tout %
Saint-Jean-de-Cherbourg	0	0	46,7	53,3
Saint-Marcellin	0	6,7	66,7	26,6
Saint-Guy	0	13,3	60,0	26,7
Padoue	0	40,0	53,3	6,7
Saint-Athanase	0	40,0	53,3	6,7
Saint-Paul-de-La-Croix	0	46,7	53,3	0
Saint-Damase	0	53,3	46,7	0
Saint-Germain	40,0	33,3	26,7	0

- 40 Saint-Athanase et Padoue enregistrent les mêmes taux d'appréciation. L'organisation de loisirs collectifs crée des problèmes dans ces deux petites localités. La vie culturelle se résume à peu de chose. À Saint-Athanase, un comité d'art dramatique<sup>9</sup> s'est formé au début des années 1980. Bien qu'il ait cessé ses activités, cette association existe toujours et pourrait même reprendre ses opérations sous peu. À Padoue, la vie culturelle se limite aux services de base : internet, la bibliothèque municipale et le cercle des fermières. En

outre, on y retrouve un club de bricolage. La relative proximité de Mont-Joli contribue, selon certains répondants, à pallier le manque d'activités. À Saint-Guy, à Saint-Marcellin et à Saint-Jean-de-Cherbourg, la vie culturelle est en revanche inexistante. Dans ces localités, l'organisation de la vie culturelle est rendue difficile en raison du manque de jeunes et de l'absence de cohésion sociale. À Saint-Guy, les répondants sont unanimes. Tous ont affirmé que leur milieu était peu ou pas dynamique du tout. Cette pénurie d'activités semble difficile à combler compte tenu des conditions démographiques et spatiales du milieu. Tel un château de cartes, les activités et les infrastructures à caractère culturel s'effondrent graduellement. Ainsi, les cours de peinture ont été suspendus en 1995, faute de clientèle. La bibliothèque municipale est fermée pour les mêmes raisons.

## La vie économique

- 41 Ce sont les localités de Saint-Damase et de Saint-Athanase qui, selon les répondants, apparaissent les plus dynamiques au plan économique (voir tableau 7). Ces perceptions, très positives, sont relativement conformes à la réalité. Nous avons vu que la municipalité de Saint-Damase se distingue par la présence de plusieurs PME dynamiques. Dans le cas de Saint-Athanase, les érablières que l'on y retrouve, sont pour la plupart très lucratives et ce, en dépit de la très forte saisonnalité des emplois qu'elles génèrent. Un second groupe se compose des municipalités de Saint-Paul-de-La-Croix et de Saint-Germain. La vie économique est perçue un peu moins positivement dans la première que dans la seconde. À Saint-Germain, une corporation de développement des ressources, formée en 1991 à la suite d'un rassemblement de citoyens, est particulièrement active sur les plans économique et socio-communautaire. En dépit de la faiblesse de son infrastructure de services, l'économie, à Saint-Paul-de-La-Croix, est relativement diversifiée. En outre, plusieurs initiatives de développement local ont vu le jour ces dernières années (ranch, circuit touristique, gîtes du passant, mise en marché de produits du terroir, société régionale de relocalisation, etc.) alors que d'autres sont à l'état de projet. En outre, Saint-Paul-de-La-Croix se démarque par un esprit de leadership qui n'est surpassé que par la localité de Saint-Damase. Ce *leadership* s'est notamment exprimé par la mise en place d'une coopérative alimentaire. Il s'est aussi traduit par la formation du groupe Denonville<sup>10</sup>.
- 42 Les enquêtes menées à Padoue, à Saint-Marcellin et à Saint-Guy révèlent un faible niveau d'appréciation des répondants à l'égard de la vie économique locale alors qu'il est très faible à Saint-Jean-de-Cherbourg. Ces petites municipalités souffrent de graves malaises socio-économiques. À Saint-Jean-de-Cherbourg, les difficultés relationnelles, les contraintes géographiques, spatiales et perceptuelles, le manque de concertation, l'absence de *leaders*, la faiblesse des initiatives entrepreneuriales et la médiocrité de l'habitat s'ajoutent aux problèmes économiques. Tout cela crée une synergie déstructurante qui semble difficilement réversible à court terme.

Tableau 7 : Perception des répondants à l'égard de la vie économique dans les localités d'enquête

Localités	très dynamique %	dynamique %	peu dynamique %	pas dynamique du tout %
-----------	------------------------	----------------	-----------------------	-------------------------------

Saint-Jean-de-Cherbourg	0	6,7	86,7	6,6
Padoue	0	20,0	60,0	20,0
Saint-Marcellin	0	20,0	66,7	13,3
Saint-Guy	6,7	13,3	66,7	13,3
Saint-Paul-de-La-Croix	6,7	53,3	40,0	0
Saint-Germain	0	66,7	33,3	0
Saint-Athanase	6,7	80,0	6,7	6,6
Saint-Damase	13,3	86,7	0	0

### Appréciation des répondants à l'égard de l'implication des élus municipaux, des curés et de l'État en matière de développement local

- 43 L'implication des acteurs locaux dans la vie sociale, économique, culturelle et communautaire constitue une condition indispensable au développement. Globalement, un peu plus des trois quarts des répondants se montrent satisfaits de l'implication des élus municipaux en matière de développement économique. En revanche, leur niveau de satisfaction baisse à 55 % en ce qui concerne leur participation à la vie culturelle.
- 44 Ce sont les élus de Saint-Damase, de Saint-Athanase et de Saint-Marcellin qui s'investiraient le plus au niveau du développement économique local. À Saint-Damase, la totalité des répondants se disent satisfaits, voire très satisfaits, du travail accompli par leurs élus municipaux en ce domaine par rapport à 93,3 % à Saint-Athanase et à 86,7 % dans le cas de Saint-Marcellin. À Saint-Damase, la municipalité, de concert avec le comité d'urbanisme et d'embellissement et l'association sportive locale, a contribué à la réalisation de nombreux projets dont celui d'un terrain de jeux qui a nécessité des investissements de l'ordre de 25 000 \$. Ce dynamisme se traduit également par l'organisation, sur une base annuelle, de la « Journée de la municipalité » qui consiste à présenter le bilan annuel des activités du conseil municipal. Depuis quelques années, on peut dire qu'il s'est créé dans cette communauté un effet d'entraînement favorisant l'émergence d'initiatives provenant de différents groupes et organismes. La mobilisation des élus locaux autour d'objectifs communs de développement mais aussi la recherche d'une plus grande justice sociale, d'une meilleure cohérence administrative et d'une plus grande responsabilité des citoyens ont fortement contribué à l'amélioration de la qualité de vie dans cette petite localité. Les nombreuses crises que la petite municipalité de Saint-Athanase a traversées au cours des 25 dernières années ont incité les élus municipaux à se prendre en main et à s'impliquer davantage au sein de la vie économique. Bien qu'il persiste toujours certaines animosités entre les différents intervenants locaux, ces

derniers ont tout de même mis en place un comité de développement local à l'automne 1999. En fait, il semble exister à Saint-Athanase une volonté collective de développement local, mais celle-ci est contrecarrée par l'absence de concertation et le manque de ressources humaines compétentes pour préparer les divers dossiers techniques que requiert le montage des projets de développement. Quant à la municipalité de Saint-Marcellin, sa présence dans le peloton de tête peut, à première vue, étonner – tout comme celle de Saint-Athanase d'ailleurs. À l'instar de cette dernière, quelques *leaders* locaux ont formé l'Association pour le développement économique de Saint-Marcellin, dont les principales réalisations se sont traduites par l'aménagement d'un terrain de jeux, l'amélioration de la qualité de l'habitat <sup>11</sup>, la réfection du centre paroissial, l'inventaire multi-ressources des lots intramunicipaux sous contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier, et la mise en valeur du Lac noir.

- 45 Saint-Paul-de-La-Croix, Saint-Germain et Padoue font partie d'un deuxième groupe. À Saint-Paul-de-La-Croix, 80 % des personnes interrogées trouvent que les élus municipaux sont suffisamment impliqués dans la vie économique locale. À Saint-Germain, plus des trois quarts des répondants sont du même avis. À Saint-Paul-de-La-Croix, les acteurs municipaux se sont particulièrement investis au niveau de l'aménagement paysager et de la protection de l'environnement. La municipalité a adopté un règlement obligeant les agriculteurs à planter des conifères sur les terres laissées en friche. En outre, elle a aménagé deux parcs. À Saint-Germain, les réponses sont plus nuancées. Si la plupart des personnes interrogées ne manquent pas de souligner les multiples formes que prend l'implication des élus municipaux dans la vie économique locale (opposition à un projet de porcherie industrielle, organisation du premier Rendez-vous des acteurs de développement local en milieu rural, création de Solidarité rurale du Kamouraska, etc.), d'autres mentionnent les nombreuses tensions qui règnent au sein du conseil et l'absence de concertation entre les conseillers. À Padoue, le niveau de satisfaction relativement élevé des répondants est principalement attribuable à la présence de nombreux conseillers dans la plupart des organismes locaux.
- 46 Enfin, Saint-Guy et Saint-Jean-de-Cherbourg récoltent les résultats les plus faibles. Dans ces localités, près de la moitié des répondants déclarent que leurs représentants municipaux sont peu ou pas du tout impliqués dans le développement économique local. Selon un intervenant de Saint-Jean-de-Cherbourg, leur faible participation dénote leur méconnaissance à l'égard de certains services et programmes offerts par les diverses instances gouvernementales qui pourraient profiter à la municipalité.
- 47 Examinons maintenant les résultats que nous avons obtenus en ce qui concerne l'implication du clergé. Dans son ouvrage *Saint-Denis : un village québécois*, Horace Miner <sup>12</sup> rappelle que pendant longtemps le curé a constitué, avec le médecin et le notaire, l'une des personnes les plus importantes et les plus influentes du village « traditionnel » québécois. Chef incontesté de la paroisse, le curé remplissait une double fonction : celle d'animateur au plan spirituel et de guide au plan matériel. Issu lui-même de la population locale, mais considéré en raison de sa scolarité supérieure à la moyenne, il était surtout très respecté par ses ouailles, voire redouté en raison de son pouvoir sacerdotal et, dans l'ordre symbolique, des relations surnaturelles qu'il entretenait avec l'au-delà. Ce statut ne l'empêchait pas de s'intéresser de très près aux affaires de la paroisse. De nos jours, les

curés ne jouent plus un rôle aussi important que celui qu'ils exerçaient jadis. Trois raisons sont principalement à l'origine d'un tel retrait : la chute démographique du clergé, la laïcisation de la société et l'accroissement du niveau de scolarité.

- 48 Un peu moins de la moitié des répondants à notre enquête déclare que son curé est très ou moyennement impliqué dans la vie culturelle. Sa participation est encore plus faible en ce qui concerne la vie économique. Si, en raison de leur surcharge de travail, les curés ont moins de temps à consacrer aux affaires économiques et culturelles, certains continuent néanmoins de s'impliquer beaucoup, notamment par leur participation à différents organismes locaux. À quelques endroits, ils exercent même une fonction de *leadership* fort appréciée auprès de la population locale. À Saint-Marcellin, les deux tiers des répondants considèrent leur pasteur très ou moyennement impliqué dans la vie économique locale. L'ancien curé de cette paroisse a exercé, de 1977 à 1981, un rôle de *leader* dans la vie sociale, culturelle, économique et communautaire de la commune. Plusieurs répondants nous ont confié que son départ avait eu pour effet de laisser un grand vide. Ce serait à partir de ce moment que la commune aurait commencé à périlcliter. À Saint-Guy, seulement le tiers des répondants affirment que leur curé est très ou moyennement impliqué dans la vie économique. Nous en faisons, tout comme pour Saint-Marcellin, une catégorie à part. La principale raison de sa faible participation aux affaires économiques tient au fait qu'il dessert cinq autres paroisses (Lac-des-Aigles, Esprit-Saint, Squatec, Biencourt et Trinité-des-Monts) très éloignées les unes des autres.
- 49 À Saint-Athanase, Padoue et Saint-Jean-de-Cherbourg, 86,7 % des répondants déclarent que leur curé est peu ou pas du tout impliqué dans la vie économique. Tout porte à croire que leur implication se limite à la célébration des offices religieux. Pour leur part, les curés de Padoue et de Saint-Jean-de-Cherbourg desservent chacun trois autres paroisses. Leur surcroît de travail les confine généralement à s'impliquer uniquement dans la localité où ils résident. Le scénario est cependant différent dans le cas de Saint-Athanase où le curé n'a qu'une autre paroisse à sa charge. D'après nos répondants, il appert que sa participation à la vie socio-économique, culturelle et communautaire de Saint-Athanase est plutôt mitigée en raison de son faible degré d'attachement à l'égard de cette localité.
- 50 Le rapport à l'État est sans doute le point le plus problématique. En effet, à l'exception de ceux de Saint-Damase, nos répondants manifestent une profonde insatisfaction en ce qui concerne l'implication du gouvernement en matière de développement économique dans les localités à l'étude. En ce domaine, 53,3 % des personnes interrogées se sont déclarées insatisfaites alors que 22,8 % sont très insatisfaites. Cette perception négative à l'endroit du gouvernement mérite certes d'être nuancée, l'hostilité à l'État pouvant être de l'ordre du réflexe conditionné plutôt que de l'évaluation rationnelle. Cependant, lorsque la quasi-totalité des répondants se montrent insatisfaits du rôle de l'État en matière de développement local et que 70,8 % de ceux-ci déclarent se sentir « délaissés » ou « oubliés » par les pouvoirs publics, il y a là de quoi s'interroger sérieusement. Qui plus est, cette insatisfaction se manifeste non seulement dans les localités les plus mal en point, comme à Saint-Guy ou à Saint-Jean-de-Cherbourg, mais aussi dans celles qui présentent de meilleures perspectives de développement, comme c'est le cas par exemple à Saint-Paul-de-La-Croix. À Saint-Guy, les répondants sont unanimes. Tous estiment que le gouvernement n'en fait pas assez. Une insatisfaction généralisée caractérise également

les personnes interrogées à Saint-Athanase, à Saint-Germain, à Saint-Paul-de-La-Croix, à Saint-Jean-de-Cherbourg et à Padoue. Dans cette dernière localité, 86,7 % d'entre elles se montrent insatisfaites, voire très insatisfaites de l'implication du gouvernement en matière de développement local. Toutefois, Saint-Damase se démarque des autres localités.

- 51 Que doit faire l'État pour améliorer le contexte socio-économique de ces localités fragiles et ainsi regagner la faveur des citoyens ? Le tableau 8 présente les principales formes d'intervention souhaitées par les répondants, toutes localités confondues. La création d'emplois a la faveur de la majorité des répondants. Une seconde revendication, évoquée par 8,3 % des personnes interrogées, concerne l'allocation de subventions par l'État aux municipalités dans le but toujours de créer des emplois <sup>13</sup>. L'implantation de PME et l'amélioration des routes arrivent *ex æquo*.

Tableau 8 : Rôle de l'État par rapport aux localités d'enquête

Formes d'intervention souhaitées	Nombre de répondants	% absolu
Création d'emplois	34	28,3
Octrois aux municipalités afin de favoriser la création d'emplois	10	8,3
Création de PME	9	7,5
Amélioration des routes	9	7,5
Amélioration de l'infrastructure de services	6	5,0
Rétrocession des lots intramunicipaux	4	3,3
Assouplissement des règlements de zonage	4	3,3
Développement de l'industrie forestière	4	3,3
Décentralisation de certains pouvoirs gouvernementaux	3	2,5
Amélioration des routes et de l'infrastructure de services	2	1,7
Équilibre de la population entre le milieu urbain et le milieu rural	1	0,8
Création d'emplois et amélioration de l'infrastructure de services	1	0,8
Révision des politiques d'accessibilité au programme d'assurance-emploi	1	0,8

Aide aux loisirs	1	0,8
Création de postes d'agent de développement en milieu rural	1	0,8
Aucune opinion (ou ne s'applique pas)	32	26,8
Total	120	100

- 52 Nous constatons une convergence indubitable dans les réponses évoquées, entre d'une part les actions et les interventions qui pourraient améliorer la situation socio-économique de leur localité et, d'autre part, le rôle de l'État par rapport à celle-ci. Ainsi, un peu plus du quart des personnes interrogées estiment que le gouvernement ne fait strictement rien pour le développement de leur localité (voir tableau 9). Dans la foulée, 14,2 % avancent qu'elles sont désavantagées par rapport aux populations urbaines.

Tableau 9 : Principaux motifs en regard desquels les répondants se sentent oubliés ou délaissés par les pouvoirs publics

Raisons évoquées	Nombre de répondants	% absolu
Le gouvernement ne fait rien pour le développement des petites localités.	32	26,7
Les interventions du gouvernement en matière de développement favorisent davantage les villes au détriment des campagnes.	17	14,2
L'État se désengage de plus en plus de ses responsabilités notamment en ce qui concerne l'entretien des routes.	12	10,0
L'État se désengage de plus en plus de ses responsabilités notamment en ce qui concerne les services à la population.	7	5,8
Le développement des petites localités ne constitue pas une priorité pour les gouvernements.	5	4,2
L'État se désengage de plus en plus de ses responsabilités notamment en matière de services de santé.	3	2,5
Les règlements de zonage sont trop sévères et incitent les jeunes à s'installer à l'extérieur de la localité.	3	2,5
L'État se désengage de plus en plus de ses responsabilités notamment en ce qui concerne l'entretien des routes et les services de santé.	2	1,7
Le gouvernement ne vient pas en aide aux travailleurs forestiers.	2	1,7

Le gouvernement transfère trop de responsabilités aux municipalités.	2	1,7
Le gouvernement ne fait rien pour le développement du Bas-Saint-Laurent.	1	0,8
Aucune opinion (ou ne s'applique pas)	34	28,2
Total	120	100

- 53 Certaines personnes mettent même en doute les compétences des fonctionnaires et des agents de développement. D'ailleurs, à la question : « À qui faites-vous le plus confiance pour assurer le développement économique de votre localité ? », seulement deux personnes ont répondu : « aux technocrates et aux fonctionnaires de l'État » (voir tableau 10). La majorité des répondants s'en remettent aux élus municipaux et aux responsables d'associations locales pour assurer le développement local.

**Tableau 10 : Confiance des répondants à l'égard de différentes catégories d'intervenants en matière de développement local**

Catégories d'intervenants	%
Ne fait confiance à personne	1,7
Curés	9,1
Élus locaux	43,3
Spécialistes et experts du développement	12,5
Chefs d'entreprise	12,5
Technocrates et fonctionnaires de l'État	1,7
Responsables d'association locales	19,2

- 54 Plus intéressant, ce manque de confiance à l'égard de l'appareil gouvernemental se manifeste par un profond désir d'autonomie administrative sur le plan municipal. De fait, 55,8 % des personnes interrogées se sont montrées défavorables à un éventuel projet de fusion de leur municipalité. Les réticences face à un tel projet se font particulièrement ressentir à Saint-Guy et à Saint-Jean-de-Cherbourg où plus des deux tiers des répondants s'y opposent. Ceux de Saint-Marcellin, de Saint-Athanase, de Saint-Damase et de Padoue sont aussi majoritairement en désaccord avec la fusion de leur municipalité.
- 55 Par ailleurs, nous aurions pu, de prime abord, croire que l'esprit de clocher, qui anime encore bon nombre d'individus en milieu rural fragile, pourrait contribuer à renforcer le désir d'autonomie municipale notamment au plan des services de proximité. Or, une question relative aux ententes de coopération intermunicipales nous a permis d'infirmer



une telle hypothèse ou à tout le moins, de constater la grande ouverture des répondants à l'égard d'un tel partenariat. En effet, seulement le quart de ceux-ci déclarent être défavorables à l'élaboration d'un projet de coopération intermunicipale.

- 56 On le voit, dans les localités de petite taille, le dynamisme est souvent anémié par divers éléments structurels sur lesquels les acteurs locaux ont peu d'emprise. C'est pourquoi, en dépit d'une volonté de prise en main, leurs interventions (notamment auprès des autorités publiques et des dirigeants politiques) restent la plupart du temps vaines et sans lendemain. Néanmoins, la quasi-totalité des personnes interrogées se disent heureuses d'habiter ces petits milieux, malgré les problèmes qu'elles ont elles-mêmes soulevés.

## Implication des résidents dans la vie socio-communautaire

- 57 Les résultats de nos enquêtes font apparaître trois constats majeurs en ce qui concerne l'implication des répondants dans la vie locale. Premièrement, cette dernière varie considérablement d'un endroit à l'autre. Deuxièmement, contrairement à ce que nous aurions pu penser, il n'existe pas de relation entre le niveau d'implication et le dynamisme local. Ainsi, certaines localités en voie de démembrement (pensons notamment à Saint-Guy ou à Saint-Jean-de-Cherbourg) comportent une proportion plus élevée d'individus impliqués dans le développement de leur milieu que d'autres, moins fragiles. Ce deuxième constat témoigne de la très grande hétérogénéité qui caractérise le monde rural en général et les localités d'enquête en particulier. Enfin, un troisième constat concerne les différences que nous observons entre l'implication des femmes et celle des hommes. Ces derniers affirment, dans une proportion de 31 %, être très impliqués dans le développement économique de leur localité comparativement à 7,5 % pour les femmes. Celles-ci s'investissent toutefois davantage que les hommes au niveau de la vie communautaire. En ce domaine, 39,1 % des femmes se disent très ou moyennement impliquées par rapport à 25,8 % pour les hommes.
- 58 De façon générale, les répondants semblent s'investir davantage au niveau de la vie socio-communautaire alors qu'ils sont moins engagés aux plans économique et culturel. En effet, le tableau 11 révèle que 74,1 % des personnes interrogées, toutes localités confondues, sont très ou moyennement impliquées dans la vie sociale. Cette proportion atteint 65 % en ce qui concerne la vie communautaire comparativement à 61,5 % pour la vie économique et 57,5 % au plan culturel. Cette participation à la vie socio-communautaire est un fait connu en milieu rural fragile. Elle permet de nourrir le sentiment d'appartenance, de multiplier les liens qui existent dans la communauté, d'intensifier les échanges qui constituent le tissu des relations au plan local et, ce faisant, d'insuffler un certain dynamisme. Ainsi, ce sont les personnes interrogées à Saint-Damase et à Saint-Germain qui s'impliquent le plus à la fois dans la vie sociale et communautaire. Cette implication prend de multiples formes, que ce soit par le biais d'initiatives telles que la popote roulante, à travers différents organismes de solidarité et/ou à caractère religieux ou encore par la défense des droits sociaux ou environnementaux.

Tableau 11 : Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie sociale, économique, communautaire et culturelle dans les localités d'enquête

	très impliqué		moyennement impliqué		peu impliqué		pas impliqué du tout	
	n	%	n	%	n	%	n	%
vie sociale	27	22,5	58	48,3	23	19,2	12	10,0
vie économique	21	17,5	53	44,2	32	26,7	14	11,6
vie communautaire	23	19,2	55	45,8	30	25,0	12	10,0
vie culturelle	16	13,3	53	44,2	29	24,2	22	18,3

- 59 Saint-Jean-de-Cherbourg est toutefois aux prises avec un sérieux problème d'essoufflement de ses bénévoles, ce qui contribue à imposer un surcroît de travail à ceux et à celles qui s'impliquent. La fatigue et le découragement ont notamment eu raison du cercle des fermières qui s'est dissout au début des années 1980. En outre, les divergences d'opinions, le manque de concertation entre les différents groupes sociaux et les nombreuses tensions qui sévissent au sein de cette localité créent un climat psychologique peu propice à l'organisation de telles activités.
- 60 À l'exception de Saint-Damase et de Saint-Germain, les personnes interrogées s'investissent beaucoup moins que nous aurions pu l'imaginer dans leur milieu de vie et tout porte à croire qu'il en sera ainsi dans l'avenir. En effet, lorsqu'on leur demande : « Croyez-vous être en mesure de faire quelque chose pour le développement de votre municipalité ? », les deux tiers des personnes consultées répondent par la négative, 5 % ne savent pas et 1,7 % disent « peut-être ». Ce sont celles de Saint-Paul-de-La-Croix (93,3 %), de Saint-Guy (86,7 %) et de Saint-Germain (73,3 %) qui apparaissent les plus catégoriques en affirmant ne pouvoir rien faire. La présence de Saint-Paul-de-La-Croix, en tête de liste, vient confirmer les résultats obtenus précédemment. La situation de très grande fragilité économique associée au vieillissement de la population n'est sûrement pas de nature à favoriser une plus grande implication des résidents de Saint-Guy. Enfin, à Saint-Germain, les multiples tensions qui se dégagent entre les différents acteurs locaux, la peur des représailles et la crainte d'un envenimement des conflits contribuent à dissuader les répondants à s'impliquer davantage.

## Mobilité géographique et vie relationnelle

- 61 Que ce soit pour le travail, les affaires, les loisirs, les achats, les soins médicaux ou pour toute autre raison, les personnes que nous avons interrogées ont à sortir régulièrement de leur localité. Elles maintiennent avec l'extérieur des communications et des échanges soutenus non seulement avec les localités avoisinantes mais aussi à l'échelle des principales villes de la région. La très grande mobilité géographique des répondants contribue à relativiser les notions de distance et de dispersion. Elle facilite l'accès à des

biens, à des services ou à des loisirs distribués de manière lâche sur de vastes étendues. La possibilité de sortir à son gré et les infrastructures modernes de communication permettent d'accepter beaucoup plus facilement les inconvénients de la dispersion.

**Tableau 12 : Personnes effectuant des déplacements hebdomadaires vers le centre de services le plus fréquenté selon la localité de séjour**

Municipalités	Centre de services fréquenté	Personnes effectuant 1 à 2 déplacements	Personnes effectuant 2 à 3 déplacements	Personnes effectuant 4 déplacements et plus
Saint-Germain	Saint-Pascal	7	0	5
	Rivière-du-Loup	2	0	0
	La Pocatière	1	0	0
Saint-Athanase	Pohénégamook	8	2	0
	Rivière-du-Loup	4	1	0
Saint-Paul-de-La-Croix	Rivière-du-Loup	3	3	4
	Trois-Pistoles	3	0	2
Saint-Guy	Trois-Pistoles	10	0	0
	Squatec	2	0	0
	Rimouski	2	0	1
Saint-Marcellin	Rimouski	12	2	1
Padoue	Mont-Joli	5	4	5
	Rimouski	0	1	0
Saint-Damase	Matane	5	1	1
	Amqui	0	1	2
	Mont-Joli	3	0	0
	Rimouski	2	0	0

Saint-Jean-de-Cherbourg	Matane	8	2	5
-------------------------	--------	---	---	---

- 62 Quel que soit leur lieu de résidence, 64,2 % des personnes interrogées affirment aller « à la ville » une à deux fois par semaine, 14,2 % deux à trois fois et 21,6 % quatre fois et plus. L'essentiel des déplacements (81,8 %) se fait toutefois à l'intérieur d'un rayon de vingt kilomètres à partir du domicile. Ce pourcentage de 81,8 % masque cependant des différences selon les catégories socioprofessionnelles, le sexe, l'âge et l'endroit où l'on habite (voir tableau 12). En somme, les petites villes qui auréolent les localités d'enquête ont une influence considérable sur ces dernières. Mais cette influence semble plus faible dans la mesure où les villes moyennes de la région, en l'occurrence Rimouski, Rivière-du-Loup et Matane, sont mieux dotées sur le plan des services. La forte mobilité géographique des répondants fait en sorte que dans bien des cas, le manque de services est compensé, du moins partiellement, par ceux offerts dans les villes ou les centres de services situés les plus près de leur lieu de séjour.
- 63 Parce qu'ils disposent d'un moyen de locomotion, les distances à parcourir ne sont pas perçues comme un obstacle aux déplacements pour 85 % des répondants. Même si la distance doit être relativisée par les coûts, les temps et les moyens de déplacement, elle constitue pour certains groupes d'individus un problème réel. Il s'agit essentiellement des personnes âgées et de celles souffrant d'un handicap. Les distances les contraignent à diminuer la fréquence de leurs déplacements et les confinent dans des enceintes territoriales plus restreintes. L'absence d'une automobile, le mauvais état des routes en hiver, le vieillissement du conjoint et l'absence de transport en commun sont les principales causes de leur isolement. En outre, quatre personnes âgées de 65 ans et plus (sur un total de 24), nous ont signalé que l'éloignement des services de santé constituait pour elles une importante source d'inquiétude.
- 64 La qualité des liens sociaux et affectifs entre individus aide à accepter, à s'accommoder ou à rejeter les inconvénients liés à la faiblesse de la mobilité géographique. Ainsi, pour les personnes âgées, l'entraide entre voisins permet de suppléer partiellement aux contraintes de la dispersion. Il s'agit d'ailleurs du groupe dont les relations de voisinage apparaissent les meilleures. Dans l'ensemble, 85 % des personnes interrogées affirment qu'il existe un bon esprit d'entraide et de solidarité avec leurs voisins. Cette solidarité prend notamment sa source dans les us et coutumes enracinés depuis plusieurs générations. Sans faire totalement contrepois aux carences structurelles des localités fragiles, elle contribue néanmoins à en atténuer les effets, d'où l'importance pour ces milieux de continuer à offrir un cadre de vie favorable. Il s'agit d'ailleurs d'une des quatre conditions essentielles, identifiées par le géographe Bernard Kayser <sup>14</sup> dans son ouvrage intitulé *Pour une ruralité choisie*, à la revitalisation des milieux ruraux fragiles.
- 65 Parce qu'ils peuvent sortir régulièrement de leur localité de séjour et presque aussi souvent qu'ils le désirent, la dispersion de la population et les distances ne représentent donc pas un obstacle majeur pour les répondants de notre enquête. Tout au plus, elles sont perçues comme une contrainte à l'obtention de certains services spécialisés. Les infrastructures routières contribuent à relativiser les effets de la dispersion d'où

l'importance de les maintenir, de les entretenir et de les améliorer afin qu'elles puissent jouer le plus efficacement le rôle qui leur est dévolu. Par ailleurs, à l'instar de la plupart des petites localités rurales du Québec, celles ayant fait l'objet d'enquêtes se caractérisent par une vie relationnelle relativement intense et ce, même dans les milieux les plus fragiles.

## Perspectives d'avenir et de développement

- 66 L'avenir de nos localités est, pour l'essentiel, envisagé par les répondants dans une logique de continuité, c'est-à-dire par le maintien de leur caractère agro-forestier. Aucune des personnes que nous avons interrogées n'anticipe une transformation radicale de la structure économique locale. Cet avenir est cependant perçu de façon plutôt sombre. Trois constats nous permettent de faire une telle affirmation. Premièrement, les habitudes, l'enracinement et les liens sociaux amènent bien des parents à accepter une situation qu'ils ne souhaitent pas à leurs enfants. Ainsi, près des deux tiers des répondants estiment que leurs enfants auront un meilleur avenir s'ils s'installent à l'extérieur de leur localité d'origine. Les meilleures perspectives d'emploi et la plus grande variété des services que l'on retrouve en ville sont les principales raisons évoquées. Deuxièmement, l'avenir de la localité constitue, pour plus de la moitié des personnes interrogées, une source importante d'inquiétude, comme en témoigne le tableau 13. De manière globale, plus de la moitié des répondants (57,5 %) manifestent une inquiétude quant à l'avenir de leur localité. À la question : « L'avenir de votre localité vous paraît-il : excellent, bon, mauvais, très mauvais ou incertain ? » tous, à l'exception de ceux de Saint-Damase, ont répondu que l'avenir de leur milieu leur semblait incertain. Mais ce qui est encore plus alarmant, c'est que près de la moitié des répondants envisage comme probable la fermeture de sa localité dans un avenir plus ou moins rapproché (voir tableau 14). À Saint-Jean-de-Cherbourg, ce taux grimpe à 66,6 %. Une telle inquiétude n'est guère favorable à l'émergence d'initiatives de développement local. Les habitants de Saint-Damase sont les seuls à ne pas s'inquiéter outre mesure.
- 67 Par ailleurs, une proportion élevée de répondants (70 %) croient que leur qualité de vie se maintiendra au cours des dix prochaines années, 18,2 % pensent qu'elle s'améliorera alors que 9,2 % estiment qu'elle se détériorera. À Saint-Germain, 60 % des répondants anticipent une dégradation de leur qualité de vie si le projet d'implantation d'une porcherie devait voir le jour. Ailleurs, les raisons évoquées concernent la peur de perdre un emploi et la crainte d'une emprise totale du patrimoine forestier par les industriels <sup>15</sup>.

Tableau 13 : Perception du niveau d'inquiétude des répondants quant à l'avenir de leur localité

Localités	très inquiet %	Inquiet %	peu inquiet %	pas inquiet du tout %
Saint-Damase	6,7	26,7	33,3	33,3
Saint-Paul-de-La-Croix	13,4	20,0	33,3	33,3
Saint-Germain	26,7	13,3	13,3	26,7

Saint-Marcellin	6,7	40,0	46,7	6,6
Saint-Guy	6,7	40,0	33,3	20,0
Saint-Athanase	20,0	53,3	6,7	20,0
Saint-Jean-de-Cherbourg	13,3	60,0	6,7	20,0
Padoue	33,3	60,0	6,7	0
Total des répondants	15,8	41,7	22,5	20,0

- 68 Face à de telles inquiétudes, il n'est donc pas étonnant que la majorité des répondants réclament, de toute urgence, une intervention de l'État. À la question : « Est-ce qu'il y a une action ou une intervention particulière qui pourrait améliorer le niveau de vie de votre localité ? », plus des trois quarts des personnes interrogées répondent par l'affirmative. Selon elles, leur localité doit faire l'objet d'un soutien particulier afin d'en assurer la survie. Pour onze répondants, l'État devrait répartir plus équitablement son aide entre la ville et la campagne. Six personnes déclarent que le gouvernement devrait orienter ses efforts là où les problèmes sont les plus criants. On suggère notamment que les subventions aux municipalités soient attribuées en fonction du niveau de revenu moyen des familles tel qu'établi par Statistique Canada. Quatre autres suggèrent que l'État investisse davantage dans les petites villes, parce qu'elles constituent les principales pourvoyeuses d'emplois pour les localités rurales fragiles.

Tableau 14 : Pourcentage des répondants qui envisagent la fermeture à plus ou moins long terme de leur localité

Localités	Fermeture certaine %	Fermeture probable %	Fermeture improbable %
Saint-Jean-de-Cherbourg	53,3	13,3	33,4
Padoue	33,3	26,7	40,0
Saint-Athanase	26,7	26,7	46,6
Saint-Marcellin	33,3	13,3	53,4
Saint-Guy	26,7	13,3	60,0
Saint-Paul-de-La-Croix	13,3	26,7	60,0
Saint-Germain	6,7	26,7	66,6
Saint-Damase	0	0	100

Total des répondants	24,2	18,3	57,5
----------------------	------	------	------

- 69 Finalement, nous avons demandé à nos répondants s'ils croyaient que leur localité possédait toutes les ressources nécessaires pour assurer son développement. Comme il s'agissait d'une question ouverte, les personnes interrogées ont été invitées, d'une part, à identifier la nature de cette ressource et, d'autre part, à préciser comment cette dernière pourrait contribuer à la relance de leur milieu. Il en ressort que 63 répondants, soit un peu plus de la moitié de notre échantillon, considèrent que leur municipalité a tout ce qu'il faut pour assurer son propre développement, 38,3 % pensent le contraire alors que 9,2 % l'ignorent. Curieusement, c'est à Saint-Jean-de-Cherbourg (73,3 %), à Saint-Guy (63,3 %) et à Padoue (63,3 %), trois localités à problèmes socio-économiques très sérieux, que l'on retrouve le plus de réponses positives.
- 70 Quant à la nature de ces ressources, 58 répondants (sur 63) font implicitement référence au potentiel biophysique, quatre aux ressources humaines et un au dynamisme du conseil municipal. Parce que la forêt constitue l'une des principales richesses de ces huit localités d'enquête, cette ressource est, selon nos répondants, la plus susceptible de contribuer au développement local. C'est du moins ce que nous ont signalé 41 personnes. De ce nombre, 22, soit plus de la moitié, croient qu'il serait plus avantageux d'exploiter la matière ligneuse en concomitance avec une autre ressource <sup>16</sup> et, en particulier, avec l'agriculture. Cette traditionnelle association (agriculture/forêt) a notamment été suggérée par quatre répondants de Padoue, trois de Saint-Damase et un de Saint-Marcellin. D'autres proposent de jumeler l'exploitation forestière avec celle des mines. À Saint-Guy, les répondants espèrent que les découvertes récentes de cuivre et de serpentinite permettront d'atténuer les effets néfastes de la crise forestière qui s'est fait particulièrement ressentir au sein de cette localité. Quatre autres personnes favorisent plutôt une exploitation polyvalente de la forêt (chasse, faune, récréo-tourisme, etc.). À Saint-Damase, une personne suggère que les contrats de coupe soient gérés et administrés par un comité local composé de gens compétents qui connaissent le milieu et les besoins de la population. Une autre façon de maximiser les retombées économiques de la forêt consisterait à développer davantage le secteur acéricole. C'est du moins ce que préconisent huit répondants. Enfin, cinq répondants de Saint-Athanase misent sur une exploitation traditionnelle de cette filière (sirop, tire, beurre et sucre d'érable).
- 71 Quant aux 46 individus qui estiment que leur localité ne dispose pas des ressources nécessaires pour assurer son propre développement, les motifs qu'ils évoquent concernent essentiellement le manque de ressources financières, l'insuffisance de services, le manque de PME, la faiblesse du *leadership* et des ressources humaines.

\* \* \*

- 72 Cette enquête nous a permis d'évaluer la perception des répondants et des différents intervenants locaux concernant divers aspects de la vie dans huit petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Tout en ayant le même statut de localité rurale, et en faisant partie de la même région administrative, les huit entités considérées diffèrent sensiblement l'une de l'autre sous bien des aspects. Elles offrent à leurs résidents des conditions de vie qui présentent des disparités certaines. Ces disparités résultent aussi bien de facteurs endogènes (dynamisme local, potentiel biophysique, implication sociale des individus,

composition de l'infrastructure de services, *etc.*) qu'exogènes (environnement économique, structure du peuplement, politiques gouvernementales, *etc.*). Nos enquêtes ont également permis de mettre en évidence l'importance de la perception dans l'explication des attitudes et des comportements. De plus, elles ont démontré que la perception d'une même situation ou d'un même fait trouve des variantes locales considérables. Ainsi, la fragilité socio-économique vécue à Saint-Germain ou à Saint-Damase peut prendre des significations particulières chez les personnes concernées, et apparaître de façon toute différente chez le planificateur vivant à l'extérieur. Conscients des difficultés socio-économiques qui assaillent leur municipalité, les répondants apprécient unanimement la qualité de vie qu'ils estiment retrouver dans leur milieu. Cette qualité de vie, faite tout autant des relations avec le milieu physique et les individus, que du niveau de revenu et de l'emploi, compte parmi les principaux facteurs d'attachement. Même si nos enquêtes n'ont fait qu'effleurer le problème de la fragilité rurale dans ces huit localités du Bas-Saint-Laurent, elles suffisent à illustrer que cette question mérite une attention particulière dans l'élaboration d'une politique de développement rural.

---

## NOTES

1. Saint-Germain exerce depuis quelques années le rôle d'un petit village-dortoir. Quant à Saint-Damase, ses activités économiques sont plus diversifiées notamment en raison d'un secteur secondaire relativement dynamique, compte tenu de la petite taille démographique de cette localité.
2. Pour une approche comparée de cette notion d'« espace fragile », voir : *Des régions paysannes aux espaces fragiles. Colloque international en hommage au professeur André Fel*, Clermont-Ferrand, CERAMAC, 1992, 767 p.
3. Culture de l'érable.
4. Les répondants appartiennent à toutes les catégories d'âge. Le groupe des 21 à 35 ans contient 12,5 % des personnes interrogées alors que celui des 36 à 50 ans représente 38,3 % de notre population. 28 % ont entre 51 et 65 ans alors que 20,1 % ont plus de 66 ans. Un seul répondant avait moins de 20 ans. Abstraction faite de cette dernière strate, ces proportions reflètent assez bien les structures d'âge locales. La distribution par groupe d'âge est sensiblement la même pour chacune des municipalités.
5. Petite épicerie ouverte à toute heure.
6. Bertrand HERVIEU et Jean VIARD, *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996, 155 p.
7. Nous voulons faire plus particulièrement référence à la dispersion et au vieillissement de la population.
8. Nous constatons que la notion de « dispersion », pas toujours comprise au premier abord par les répondants, n'échappe pas aux déformations de la perception. Les valeurs affectives, les significations accordées à des itinéraires et à des lieux de parcours, les capacités d'adaptation et la grande mobilité géographique de la plupart des répondants



influencent certainement leur perception de la dispersion et leurs comportements à l'égard de cette dernière.

9. Ce comité s'occupait également de l'organisation des fêtes de la saint Jean-Baptiste.

10. En novembre 1991, deux citoyens projettent de rouvrir le restaurant local fermé depuis 1989. Ils font appel à quelques amis et sollicitent la population locale. Un an plus tard, 34 personnes acceptent d'investir dans le projet et une société est constituée. Suite à une décision de la majorité des actionnaires, le groupe se dissout au début de 1997. Le restaurant est acheté par deux particuliers et poursuit ses activités.

11. Celle-ci s'est notamment matérialisée par l'institution d'un concours d'embellissement du genre « Villes et villages fleuris ».

12. Horace MINER, *Saint-Denis : un village québécois*, collection « Sciences de l'homme et humanisme », Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1985, 392 p.

13. Par cette revendication, on réclame indirectement une certaine décentralisation des pouvoirs vers le palier municipal.

14. Bernard KAYSER [dir.], *Pour une ruralité choisie*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1994, 139 p.

15. Ce n'est pas la première fois que les résidents de Saint-Marcellin manifestent une telle crainte. On se souviendra, à titre d'exemple, qu'ils avaient tenu, en février 1998, un vaste rassemblement de solidarité. Cette mobilisation de la population locale avait pour but de forcer les autorités à élaborer une stratégie régionale de développement fondée sur l'exploitation de la ressource forestière.

16. Certains répondants nous ont précisé que l'exploitation de deux ressources était nécessaire pour assurer la survie de leur milieu. Il y a lieu aussi de voir ces petites entités territoriales comme des espaces en mutation où une agriculture peu rentable et en régression est relayée par d'autres activités plus lucratives.

## RÉSUMÉS

La fragilité constitue l'une des principales caractéristiques des petites localités rurales, c'est-à-dire de celles de 500 habitants et moins. Cette fragilité se manifeste tant aux plans économique, géographique, social que culturel. Elle se traduit notamment par l'instabilité, voire la décroissance démographique, la perte de certains services, le départ des jeunes, l'épuisement de la ressource forestière, le manque d'emploi et la faiblesse des revenus locaux. Autant de phénomènes qui, à bien des endroits, annihilent les initiatives de développement local. Comment les résidents de ces milieux perçoivent-ils cette fragilité ? Telle est la question principale qui alimente notre réflexion dans le cadre de cet article. Plus précisément, il s'agit de connaître auprès de ceux qui habitent dans une localité « fragile », la perception qu'ils en ont, les façons dont ils l'acceptent et les manières dont ils s'en accommodent. Cette acceptation dépend de nombreux facteurs, dont les principaux concernent les attitudes, le degré d'enracinement, le sentiment d'appartenance, les valeurs sociales et personnelles, la mobilité géographique et les relations interindividuelles. Huit petites localités rurales situées dans la région du Bas-Saint-Laurent nous ont servi de laboratoire de recherche. L'analyse gravite autour de sept thèmes : le niveau de satisfaction et d'appartenance territoriale à l'égard de la localité ; la perception

générale de celle-ci ; la perception du dynamisme et du développement local ; l'appréciation des répondants à l'égard de l'implication des élus municipaux, des curés et de l'État ; l'implication des personnes interrogées dans la vie socio-communautaire, économique et culturelle de leur localité ; la mobilité géographique et la vie relationnelle ; et les perspectives d'avenir et de développement.

**Majella Simard, Targeted territory. The fragile situation of rural areas: the case of eight small localities in the Lower Saint-Lawrence, Canada**

A "fragile" situation conducive to instability is one of the principal characteristics of small rural localities, that is, localities with a population of 500 inhabitants or under. This fragile situation can readily be seen at all levels: economic, geographical, social and cultural. What ensues is instability, demographic decrease, the loss of services, the exodus of young people, exhausted forest-land, lack of work, and minimal local revenues. All of this, in many areas, makes local initiatives in rural development practically impossible. How is this fragile situation perceived by local residents? A large part of our reflection in the following article is an attempt to answer the question. To better answer it, we must know first what the people who live in fragile localities think of their situation, how they accept it, and how they learn to live with it. Their acceptance of the local realities is the result of a number of factors: personal attitudes, how long they have been established in the area, their sense of belonging, their social and personal values, their geographic mobility, and their interpersonal relationships. Eight small rural localities, located in the Lower Saint-Lawrence, have served as a testing ground for my research. The analysis covers seven issues: the degree of satisfaction and sense of belonging in any given locality; how this is perceived locally; the dynamic forces that promote local development; the degree of satisfaction with which the residents estimate the implication of the elected members of the municipality, of the clergy, and of the Government; the involvement of the people interviewed in the social, economic and cultural life of the community; the geographic mobility and the interpersonal relationships among the residents; and finally the perspectives of future development.

## INDEX

**Index géographique** : Canada

**Index chronologique** : XXI<sup>e</sup> siècle